

Former à l'information ... et ailleurs ?

Bernard Pochet¹

Cette communication avait pour but de proposer aux participants de l'Université d'été une sorte de digression leur permettant de voir des exemples et modèles étrangers mettant parfois en perspective leur propres pratiques pour les renforcer ou, espérons-le, les remettre en question. Seront abordés, au cours de l'exposé, la situation belge² et le groupe *EduDOC*, les modèles de formation en Belgique francophone, un projet d'évaluation des compétences, les « information commons », une nouvelle offre de service des bibliothèques et le « problem based learning », montrant bien la nécessité d'une politique institutionnelle.

La situation belge

La Belgique est patrie du surréalisme. Le fonctionnement de ses bibliothèques et l'organisation des formations documentaires sont à l'image de sa structure institutionnelle. Avec un Etat fédéral, trois communautés (flamande, francophone et germanophone), trois régions (Flandre, Bruxelles et Wallonie), l'enseignement belge est organisé, par plusieurs réseaux (officiel, officiel subventionné, libre confessionnel et libre non confessionnel), en trois niveaux d'enseignement.

Dans l'enseignement général (3 années d'enseignement maternel, 6 années d'enseignement primaire et 6 années d'enseignement secondaire) il y a peu de bibliothèques d'établissement, on retrouve plutôt des bibliothèques de classe montées par les enseignants, individuellement. Les bibliothèques d'établissement rencontrées sont plutôt créées par initiatives locales (associations de parents, ...). Donc point CDI ni de BDC organisées et financées par l'Etat mais une multitude d'initiatives locales. Fin des années '90, l'Etat a par ailleurs financé un « centre cybermédia » dans chaque école primaire.

L'enseignement supérieur non universitaire est composé de 30 « hautes écoles » (3 années d'études après le secondaire) regroupant 155 écoles. Trente ensembles dirigés par 30 équipes de directions, totalement indépendantes, dont la formation documentaire n'est pas le souci principal.

L'enseignement universitaire est lui organisé autour de 3 académies universitaires regroupant 9 universités. L'absence de direction générale fait que ces dernières restent relativement indépendantes.

1 Bernard Pochet est président du groupe *EduDOC*, maître de conférence, bibliothécaire en chef et directeur des presses universitaires de la Faculté universitaire de Gembloux (Belgique)

2 Cette partie a déjà été présentée lors du congrès « information et démocratie » organisé par la FADBEN en avril 2005 à Nice : POCHET, B. (2006). Former à l'information : Pourquoi ? Comment ? in Fadben (éd) *Information et démocratie. Formons nos citoyens. 7e congrès des enseignants documentalistes de l'Education nationale. Nice, 8, 9 et 10 avril 2005*. Paris : Nathan, 80-83

Un organe, le Conseil Général des Hautes Écoles (CGHE), assure la cohésion et la représentation des hautes écoles. Il n'y a pas de commission « bibliothèques » associée au CGHE. Le Conseil Interuniversitaire Francophone (CIUF) a de son côté créé une commission « bibliothèques » en 1989. Il y a cependant peu de résultats concrets en matière de formation documentaire³.

Du côté des associations on rencontre nombre d'associations avec des objectifs assez divers (entreprises, bibliothèques publiques, ...). L'association « ProdocEdu », regroupant les bibliothécaires de l'enseignement supérieur essentiellement, a inscrit la formation documentaire comme un des ses objectifs. Le « groupe *EduDOC* », créé il y a 15 ans, s'occupe lui exclusivement de formation documentaire. Le groupe *EduDOC* organise régulièrement des réunions de travail, colloques et conférences qui sont généralement publiés. Grâce à sa présence sur Internet⁴ et à sa liste de discussion (*edudoc*)⁵, le groupe ne perd pas le contact avec ses membres. Il a réalisé à plusieurs reprises des enquêtes sur l'état de la formation documentaire en Belgique⁶ et participe régulièrement à des travaux et congrès internationaux (Formist, AFFD, ...).

Organisation et institutionnalisation des formations documentaires

Dans les « hautes écoles », il n'y a aucun appui réglementaire à l'exception de l'enseignement pédagogique (formation des instituteurs et des enseignants de l'enseignement secondaire inférieur). En effet dans ce dernier cas, de 2001 à 2006, un cours de recherche documentaire de 15 heures était imposé par un décret. Il n'y a pas eu d'évaluation de cette mesure mais elle est maintenant supprimée. Les cours y étaient donnés par des non bibliothécaires. Il y a en général dans l'enseignement supérieur non universitaire des séances d'information en bibliothèques et quelques cours qui sont organisés, toujours à l'initiative des bibliothèques.

Dans les universités, chaque université, faculté, formateur, gère sa formation comme il l'entend. Cependant, toutes les facultés sont concernées par les formations et on enregistre une croissance constante, du moins dans les grandes universités, de ces formations. Les formations sont le plus souvent assurées par le personnel des bibliothèques. On rencontre de nombreux contrastes et il y a de grandes différences qui dépendent essentiellement de l'image des bibliothèques (souvent déficitaire) et de la compréhension de la nécessité d'une formation documentaire. Les facultés de sciences humaines et de lettres sont en général plus sensibilisées mais c'est le plus souvent un partenariat qui est demandé aux bibliothécaires, sollicités pour des compléments techniques.

L'organisation des formations dépend donc du niveau d'enseignement. Dans l'enseignement supérieur non universitaire, à l'exception de l'enseignement pédagogique, il n'y a aucune directive centrale et les problèmes sont surtout liés aux budgets accordés aux bibliothèques et au financement du personnel enseignant.

Dans l'enseignement universitaire il n'y a pas plus de directive centrale mais les bibliothèques sont mieux financées et il y a presque toujours une intervention organisée.

3 La commission a néanmoins organisé un congrès en 1997, en collaboration avec la sous-direction des BU : POCHET, B. et THIRION, P.(eds) (1998). *La bibliothèque, partenaire du projet pédagogique. Compte rendu des ateliers francophones sur la formation documentaire, Gembloux - 13-15 octobre 1997*. Bruxelles : C.I.U.F. (Conseil Interuniversitaire de la Communauté française), Collection Collection "repères en science bibliothéconomique"

4 Voir : <http://www.bib.fsagx.ac.be/edudoc/>

5 Voir : <http://www.lists.ulg.ac.be/mailman/listinfo/edudoc>

6 Voir la liste des publications du groupe : <http://www.bib.fsagx.ac.be/edudoc/articles.htm>

Didactique

Comme il n'y a pas de directive légale, il n'y a pas de spécificité du point de vue didactique. Des échanges sont organisés entre intervenant via le groupe *EduDOC* et l'association *ProdocEdu*, dans les bibliothèques universitaires qui coordonnent le travail pour toute l'université⁷ ou via d'autres canaux plus informels.

Type de formations

Trois approches sont observées et sont fonction de la perception, par l'université, du concept d'information.

- Lorsque le concept d'information est perçu au sens large, les formations sont centrées autour de l'utilisation d'Internet et des bases de la bureautique. Elles échappent totalement aux bibliothèques et souvent considérées par les autorités locales comme une réponse aux besoins de formation des usagers.
- Lorsque le concept d'information est en rapport direct avec les bibliothèques, la formation est une formation de base réalisée par les bibliothécaires eux-mêmes. Elle tourne surtout autour d'une utilisation la plus optimale de l'outil « bibliothèque ».
- Enfin, lorsque le concept d'information s'étend à tout le circuit de la communication scientifique, l'approche est dès lors beaucoup plus large. Elle est alors plus méthodologique (tous les aspects de la communication scientifique sont abordés) : question initiale, définitions, outils de recherche, langages, critique de l'information et communication⁸. Elle peut aussi être plus technique sous la forme de formations courtes et focalisées sur un outil documentaire en particulier.

Niveaux d'intervention

On observe 3 niveaux d'intervention dans nos universités. Soit les cours sont organisés en partenariat avec un enseignant. La prise en charge est de 2 à 4 heures et consiste essentiellement en visite de la bibliothèque, présentation de l'OPAC et des outils et est parfois complété par un exercice. L'approche est essentiellement technique, l'enseignant se réservant les aspects méthodologiques et l'évaluation. Soit il s'agit de formations courtes, également techniques, organisées spontanément par les bibliothèques pour former les étudiants à un outil en particulier. Elle sont conçues dans une perspective technique et ne sont généralement pas évaluées. Soit les cours sont plus élaborés, inscrits à l'horaire, donnés par un bibliothécaire, sanctionnés par un examen et d'une durée allant de 15 à 60 heures. Pour ces cours plus élaborés, la comptabilisation des heures en crédits ECTS valorise le travail demandé aux étudiants (exercices et travaux pratiques).

7 Lire à ce sujet : FREDERIC F. (2006). *Le projet Sherpa. Formation documentaire [en ligne]*. Université libre de Bruxelles : Bibliothèques. Accessible à l'adresse <<http://www.academiewb.be/docs/Sherpa.pdf>>

8 Voir l'ouvrage : POCHET, B. (2005). *Méthodologie documentaire. Rechercher, consulter, rédiger à l'heure d'Internet*. Bruxelles : Deboeck Université

Nouveaux outils

L'enseignement à distance (DéFIST⁹, AERIS¹⁰, Coupole, ...) commence à être organisé en Communauté française de Belgique. Ce mode d'enseignement est surtout utilisé comme support complémentaire à des cours présentiels. Il n'y a pas de formation à distance créditée à elle seule.

L'évaluation des compétences

Le groupe *EduDOC* a décidé il y a quelques mois de mener une enquête sur les compétences informationnelles des étudiants qui accèdent à l'enseignement supérieur. Il se base sur une enquête initialement réalisée par la Crépuq (Conférence des Recteurs et Principaux des Universités du Québec)¹¹. Cette enquête a déjà été reprise par l'EnIL (European Network for Information Literacy)¹² qui a adapté le questionnaire à la réalité européenne mais le présente sous forme électronique (problèmes méthodologiques). Il a été soumis, en septembre 2004, en Italie, Autriche, Danemark, Finlande, Grèce et Suède à des étudiants en sciences sociales et en science de la santé. Les résultats ne sont pas encore disponibles.

Le Groupe *EduDOC* a décidé de repartir de l'enquête québécoise mais de prendre en compte les adaptations proposées par l'EnIL. Le Groupe *EduDOC* a retenu 7 hypothèses (exemples : 1. le niveau de performance des étudiants est très faible. Il n'est pas différent de celui des étudiants québécois ; 2. le niveau de performance n'est pas significativement différent d'un niveau d'étude à l'autre (HE vs université) ; 3...). Le pré-test est en cours et les autorités sont contactées. La dernière mise au point est programmée pour juin 2007 et le passage du test en septembre 2007.

Le Groupe travaillera avec un formulaires imprimés avec lecture optique. Comme le nombre d'étudiants concernés est évalué à 25 000, l'échantillon aléatoire sera constitué de 2 500 individus.

Le questionnaire comporte 22 questions réparties en 5 thèmes¹³ (+ 10 questions liminaires). Ces thèmes sont :

- Concepts : mots significatifs (3 questions)
- Stratégie : mots-clés, OU, index de recherche, vocabulaire contrôlé, ET
- Type de documents : encyclopédie, revues, revues scientifique
- Outils : base de données, moteurs de recherche, catalogue (2 questions), métamoteurs
- Exploitation : type de référence, bibliographie, évaluation, droit d'auteur

Nouvelles offres de service des bibliothèques universitaires

La bibliothèque universitaire doit partager ses compétences et ses outils avec d'autres intervenants. La notion d' « information commons »¹⁴ propose la concentration en un même lieu physique, dans la perspective d'encadrement des usagers, des ressources informationnelles, technologiques (service

9 Voir : <http://www.bib.fsagx.ac.be/edudoc/defist.htm> et lire l'article : POCHET, B. et THIRION, P. (2005). Méthodologie documentaire et formation à l'information. Le projet DéFIST de mise au point de modules de formation à distance pour la maîtrise de l'accès à l'information. Synthèse de la recherche en pédagogie 041/02. *Bulletin d'informations pédagogiques*. 57, 15-25

10 Voir : <http://aeris.11vm-serv.net/index.html>

11 Voir : <http://crepuq.qc.ca/documents/bibl/formation/etude.pdf> et lire l'article : Mittermeyer D. (2005). Incoming first year undergraduate students: How information literate are they? *Education for Information* 23(4), 203-232

12 Voir : <http://www.ceris.cnr.it/Basili/EnIL/index.html>

13 Le questionnaire original est présenté sur le site de la CREPUQ (*op cit.*)

14 Traduit à l'université de Montréal par « Carrefours d'information et d'apprentissage »

informatique) et de production d'une université (édition, enseignement à distance ...). Les « information commons » :

- permettent aux étudiants d'accéder à toutes les ressources de la Bibliothèque ;
- mettent à leur disposition des outils bureautiques et des espaces de travail pour :
 - préparer rédiger, sauvegarder et imprimer leurs travaux ;
 - préparer leurs présentations orales (scanner, banques d'images ...).
- donnent accès à tout le matériel didactique produit par les enseignants ou recommandé par ceux-ci (CD-ROM, pages Web, cours sous forme électronique, etc.) ;
- permettent la photocopie ou l'impression de documents pour fins de recherche et d'études ;
- permettent de commander et faire venir des documents via les différents services de prêt et de livraison de documents ;
- offrent sur place des ateliers de formation documentaire ;
- donnent de l'aide ponctuelle et personnalisée afin de soutenir les étudiants dans leur processus d'apprentissage.

D'autres principes peuvent être ajoutés pour répondre au principe de l'éducation tout au long de la vie comme la maximalisation des horaires et l'ouverture à un public plus large que celui de l'université¹⁵.

Traditionnellement, en Amérique du Nord, les « information commons » sont hébergés dans la bibliothèque universitaire. Cette organisation est un recentrage du rôle des bibliothèques et des bibliothécaires sur les « besoins » de l'apprenant. Elles lui donnent tous les outils dont il a besoin (des ressources « pédagogiques »). Ce n'est pas en soi une révolution technique mais une grande évolution dans les mentalités, permettant à différents « acteurs » de l'établissement d'enseignement de travailler ensemble (principalement les bibliothécaires et les informaticiens).

La place de la bibliothèque universitaire

La place attribuée (voir laissée) à la bibliothèque universitaire au sein de l'établissement et dans le processus d'apprentissage dépend du modèle d'enseignement adopté par l'institution, le chef d'établissement et les enseignants. En général, basée sur une profonde méconnaissance du rôle du bibliothécaire (« déficit d'image »), la perception de la bibliothèque reste celle d'un lieu réservé à la lecture, loin d'être situé au centre du processus d'apprentissage.

Dans les universités pratiquant le « problem based learning »¹⁶ la place de la bibliothèque est située au centre du processus d'apprentissage. Le premier programme décrit dans la littérature¹⁷ a été organisé à la McMaster university (Canada) en 1980. Le PBL est généralement utilisé pour les formations médicales et en sciences vétérinaires en Amérique du Nord et Europe de l'Ouest. L'accent est mis sur l'apprentissage des étudiants. Il vise la maîtrise des connaissances et habiletés et le problème sert de prétexte à l'apprentissage d'une nouvelle matière. La démarche suivie est inspirée de la réalité de la pratique avec un développement progressif de l'autonomie. L'étudiant est actif dans son apprentissage avec un apprentissage cumulatif, intégré, progressif et cohérent.

Le problème est à « résoudre » en une semaine par un groupe composé d'une dizaine d'étudiants accompagné par un tuteur (un enseignant, qui change totalement de rôle). Le groupe se réunit en

15 Voir : <http://www.bib.umontreal.ca/SA/carrefour/>

16 Le PBL est traduit en français par « apprentissage par problème » (APP)

17 Voir : POCHET, B. (1995). Le "Problem-Based Learning", une révolution ou un progrès attendu ? *Revue Française de Pédagogie*. n°111 (avril - mai - juin 1995) 13 p. et OKER-BLOM T. (1998). L'Intégration des Techniques de l'Information dans le Cours Base sur les Problèmes (PBL)[en ligne]. In *64th IFLA General Conference August 16 - August 21, 1998, Amsterdam*. Accessible à l'adresse : <http://www.ifla.org/IV/ifla64/142-112f.htm>

général deux fois 2 h et des « activités » (exposés, travaux pratiques, lectures, ...) sont programmées tout au long de la semaine (bien souvent à la bibliothèque). Le premier « module » proposé concerne la bibliothèque et ses ressources.

Ces bibliothèques proposent les concepts de « study landscape » et de « learning and resource centres »¹⁸ :

- avec des bibliothécaires spécialisés dans les domaines concernés ;
- avec des heures d'ouverture très larges
- avec de nombreux espaces et du matériel :
 - pour le travail en groupe ;
 - pour le travail individuel ;
 - pour la consultation de DVD ou de cassettes ;
 - pour certains travaux pratiques ;

Un concept très proche de celui des « information commons ».

Les bibliothèques sont au coeur du processus d'apprentissage, il ne faut pas en douter. Il faut par contre le faire savoir. Les deux exemples décrits ci-dessus montrent malgré tout que les mentalités changent et que les idées progressent. Rester attentifs à ne pas se faire dévorer par les (nouvelles) technologies mais les utiliser pour promouvoir un accès libre et raisonné à l'information et à la documentation doit être notre objectif à tous.

18 Voir la visite guidée proposée par l'université de Maastricht : <http://edata.ub.unimaas.nl/www-welcometour/default.asp?taal=eng>